

Déclaration du groupement Global Unions à la 12^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC

Genève/juin 2022

Les règles du commerce doivent protéger les personnes et la planète.

En dépit des confinements supplémentaires imposés dans les grandes économies du monde et des vaccins, même s'il reste à produire plus de 20 milliards de vaccins à ARN messager pour vacciner totalement la population mondiale, la pandémie est loin d'être terminée. L'OMC pourrait jouer un rôle décisif dans l'aide à la production des vaccins, des tests et des équipements de protection en acceptant la proposition qui a été déposée en faveur d'une dérogation aux ADPIC. Les économies avancées, qui détiennent pour un grand nombre d'entre elles plus de doses que nécessaire pour vacciner l'ensemble de leur population, ont entravé tout progrès notable et ont préféré faire passer en priorité les intérêts d'une poignée d'entreprises pharmaceutiques. Nous condamnons l'absence de solidarité dont les pays développés font preuve envers les pays en développement et nous sommes préoccupés par le manque de courage qui a empêché la mise en place d'une dérogation aux ADPIC significative. L'actuelle proposition de texte du Secrétariat ne répond pas aux attentes des travailleurs et des travailleuses, et il convient d'en élargir le champ d'application pour atteindre son objectif de faire progresser la lutte contre la pandémie.

La pandémie a mis en évidence la fragilité et la faiblesse du modèle commercial que privilégie l'OMC depuis plusieurs décennies. Plus de deux ans après le début de la pandémie, les chaînes d'approvisionnement demeurent fortement perturbées en raison des récents confinements, de la guerre en Ukraine et des considérables problèmes de logistique. Les membres de l'OMC devraient désormais œuvrer avant tout pour des chaînes d'approvisionnement et une production nationale résilientes, afin de pallier les manques chroniques de gouvernance, parmi lesquels l'incapacité de faire respecter les droits humains et les droits du travail – qui est propice à l'exploitation de millions de travailleurs.

En 2015, lors de la Conférence ministérielle de Nairobi, les pays développés ont annoncé qu'ils ne soutenaient plus le Programme de Doha pour le développement et qu'ils rechercheraient l'accès aux marchés par le biais d'accords plurilatéraux. Les préoccupations que nous soulevons depuis une vingtaine d'années en matière de développement restent sans réponse, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre du traitement spécial et différencié, l'inégalité des règles régissant les subventions dans le secteur de l'agriculture, et les flexibilités prévues pour les pays en développement. Les économies industrialisées ont affaibli le système commercial multilatéral en résistant depuis des décennies aux progrès dans ces domaines et dans d'autres priorités de développement, et

elles avancent seules désormais pour défendre leurs centres d'intérêt, notamment le commerce électronique et la réglementation intérieure, sans le mandat de la Conférence ministérielle.

C'est dans ce contexte que plusieurs membres de l'OMC ont proposé un programme de réforme de l'OMC, qui selon nous manque de vision. Ce programme aggraverait les déséquilibres de l'OMC qui provoquent les inégalités de revenus, fragilisent la durabilité et font obstacle au développement. Les objectifs de la réforme de l'OMC devraient plutôt viser un nouvel équilibre qui place le développement, la résilience et la justice sociale au centre des réalisations de l'OMC.

Nous appelons les ministres à approuver la dérogation aux ADPIC et à promouvoir les priorités suivantes:

Négociations relatives au commerce électronique

Les syndicats appellent à l'abandon des négociations sur le commerce électronique à l'OMC. Les transferts de données transfrontières, le stockage et l'utilisation des données, l'accès aux codes sources et les autres questions relevant prétendument du commerce électronique sont éminemment politiques, dans la mesure où ce sont ces facteurs qui détermineront la future répartition des richesses et du pouvoir, l'accès à la technologie, l'accès à l'information et la gestion de la désinformation, la qualité de la bonne gouvernance et la démocratie, les habitudes des consommateurs, l'action pour le climat et, de manière générale, de nombreux sujets autres que le commerce électronique.

L'OMC, avec son approche réductrice de la réglementation des gouvernements, n'est pas la mieux placée pour décider de la gouvernance

de l'avenir du travail et de l'économie mondiale. Les propositions soumises par les plus ardents défenseurs de ces négociations sont semblables aux demandes des «big tech», ce qui explique aussi pourquoi les syndicats se méfient de ces négociations et s'y opposent.

Il faut abandonner l'initiative conjointe sur les négociations relatives au commerce électronique. À la place, les gouvernements devraient approuver des règles et instaurer des institutions assurant une gouvernance mondiale des données assortie de droits spécifiques aux données au sein d'une instance appropriée, avec la participation des partenaires sociaux et avec un mandat clair pour faire en sorte que les technologies centrées sur les données soient accessibles à tous les humains.

Facilitation de l'investissement et disciplines relatives à la réglementation intérieure

Les négociations sur la facilitation de l'investissement concernent, entre autres, la prévisibilité et l'objectivité des mesures liées à l'investissement, des procédures administratives et des mécanismes de médiation. Elles font potentiellement double emploi avec les négociations sur les disciplines relatives à la réglementation intérieure. Ces deux séries de négociations cherchent à limiter la compétence des gouvernements en matière de politique d'investissement à visée nationale et créent au contraire un environnement favorable

aux entreprises qui permet aux investisseurs de faire usage de leur pouvoir pour bloquer ou assouplir la réglementation des gouvernements. Les négociations prévoyaient des normes sur la politique d'investissement nationale qui déterminent la légitimité de cette politique.

Le règlement des différends de l'OMC mentionne des dispositions semblables à celles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), aux termes desquelles la réglementation intérieure

doit être «transparente», «impartiale», et «pas plus rigoureuse qu'il n'est nécessaire», pour affaiblir et entraver la réglementation nationale. L'Accord sur les disciplines relatives à la réglementation intérieure aurait un effet similaire, étant donné qu'il prévoit les conditions des procédures administratives accélérées et le traitement des demandes dans un «délai raisonnable». Les disciplines, sous l'apparence de mesures favorables aux petites et moyennes entreprises (PME), restreindraient un peu plus encore l'espace réglementaire des pays participants. L'inclusion de règles dans les listes d'engagement est elle aussi préoccupante parce qu'il s'agit d'une pratique nouvelle qui n'a pas de précédent.

Les accords sur la facilitation de l'investissement et sur les disciplines relatives à la réglementation intérieure renforceraient l'AGCS et limiteraient la capacité des gouvernements de définir des critères d'investissement visant à attirer des investissements responsables et productifs sur le long terme. Les investisseurs étrangers bénéficient déjà de privilèges étrangement excessifs au titre des traités bilatéraux d'investissement (TBI) qui les autorisent à contester la réglementation ad hoc directement auprès du mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États.

Au niveau national, les gouvernements ont la compétence de faciliter, d'attirer et de promouvoir l'investissement de manière unilatérale. Il n'y a aucun avantage à confier à l'OMC la politique d'investissement nationale et la réglementation intérieure. Nous appelons les membres de l'OMC à

abandonner les négociations et les accords qui en découleraient.

Les mesures de localisation pour l'investissement étranger, telles que les prescriptions appliquées aux co-entreprises, les limites maximales pour la propriété étrangère, les objectifs de performance des investissements pour l'emploi de la main-d'œuvre locale, la formation et les compétences, ainsi que les exigences de contenu local, sont des instruments de politique industrielle essentiels qui devraient rester à la disposition de toutes les économies. Or, dans le cadre de la réforme de l'OMC, une partie des membres souhaite limiter ces mesures et, si elle est approuvée, cette approche porterait préjudice au développement durable, qui est encore plus important aujourd'hui pour sortir des conséquences économiques de la pandémie. L'OMC devrait suspendre toute restriction à l'élaboration des politiques gouvernementales sur l'investissement direct à l'étranger, en particulier les mesures en faveur de l'intérêt public.

Par ailleurs, l'accord de l'OMC sur les **Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)** restreint déjà de nombreuses mesures gouvernementales de ce type et définit des périodes de transition. La pandémie a démontré l'importance de promouvoir la production locale et, par conséquent, les membres de l'OMC devraient engager des négociations pour réviser le régime restrictif des MIC, et suspendre les dispositions qui font obstacle à la politique de développement. Les pays sont toujours libres d'accorder unilatéralement l'égalité de traitement à l'investissement étranger.

Subventions à la pêche

La surpêche est un problème qui menace la durabilité des océans. Les subventions versées aux grandes flottes industrielles qui pratiquent la surpêche depuis des décennies et les subventions versées aux petits pêcheurs des pays en développement ne devraient pas être traitées à parité. Il serait souhaitable de fixer des limites pour les subventions régies par les règles de l'OMC, en veillant à ce que cette approche respecte le principe du traitement spécial et différencié.

Les syndicats appellent les membres de l'OMC à fixer des cadres et des limites pour les subventions à la pêche afin de ne pas léser les petites communautés de pêcheurs, et à envisager les subventions plus largement pour prendre en compte les subventions aux combustibles fossiles et d'autres avantages octroyés aux grandes flottes industrielles.

Développement

Pour contribuer à la réalisation du Programme 2030, les membres de l'OMC devraient réaffirmer et conclure de façon ambitieuse le Programme de Doha pour le développement et son programme de mise en œuvre.

Le mouvement syndical exhorte les membres de l'OMC, aussi bien les pays développés qu'en développement, à prendre les mesures suivantes: approuver les régimes d'accès préférentiels, à condition d'améliorer l'application des normes de l'OIT et de promouvoir l'Agenda du travail décent;

mettre en œuvre l'ensemble des mesures sur les pays moins avancés (PMA) adoptées à Bali en 2013; simplifier les règles d'origine pour aider les PMA à faire usage de l'accès préférentiel aux marchés; autoriser un accès unilatéral aux marchés en franchise de droits et sans contingents pour tous les produits originaires des PMA; prolonger indéfiniment la dérogation aux services accordée aux PMA; conclure un accord ambitieux visant à mettre en œuvre les principes de traitement spécial et différencié et à amender le mécanisme de suivi afin d'améliorer l'effet de ces dispositions sur le développement.

Agriculture

La guerre en Ukraine, la spéculation sur les prix des produits de base, le stockage des céréales, et d'autres facteurs, ont provoqué la flambée des prix de l'alimentation. Il est grand temps que l'OMC change de cap en ce qui concerne l'accord déséquilibré sur l'agriculture, qui menace la sécurité alimentaire depuis des décennies. Les accords commerciaux dans le secteur de l'agriculture ont une incidence considérable pour un milliard de personnes qui vivent des activités agricoles de subsistance. Les membres de l'OMC doivent faire en sorte qu'un accord sur l'agriculture garantisse la sécurité alimentaire et améliore les revenus et les moyens de subsistance des petits producteurs. Un tel accord devrait également permettre que les règles de l'OMC sur les subventions agricoles ne désavantagent pas les pays en développement.

Nous exhortons les membres de l'OMC à prendre les mesures suivantes: autoriser les gouvernements à classer les programmes de stockage à des fins de sécurité alimentaire dans la catégorie verte de

l'accord sur l'agriculture; éliminer la distinction entre les subventions selon la couleur de la catégorie dans laquelle elles sont classées, étant donné qu'il n'y a pas de justification scientifique à cela; prévoir un mécanisme de sauvegarde spéciale efficace pour aider les pays en développement à réagir à de fortes augmentations des importations; encourager les importations en franchise de droits et sans contingents de produits alimentaires originaires des PMA – de la part de tous les membres, à condition que cela ne nuise pas à leur consommation de produits alimentaires nationaux; interdire les exportations de produits alimentaires à des prix inférieurs au coût de production national moyen; éliminer toutes les subventions au coton, et toutes les subventions préjudiciables à la sécurité alimentaire et à la production nationale dans les pays en développement; élever le soutien de minimis autorisé pour les pays en développement, notamment en actualisant la méthode de calcul, en particulier lorsqu'il n'y a pas d'engagements en termes de mesure globale de soutien, et en tenant compte de l'inflation.

Réforme de l'OMC

Plusieurs membres de l'OMC ont engagé une discussion visant à réformer l'OMC. Le mouvement syndical voit dans cette initiative l'occasion de réaligner les règles du système multilatéral sur les

objectifs du Programme 2030, et de lutter contre le réchauffement climatique et les inégalités de revenus.

En plus de conclure le Programme de Doha pour le développement et de réformer l'accord sur l'agriculture, la réforme de l'OMC devrait améliorer la coopération entre l'OIT et l'OMC et établir un **seuil minimum pour une concurrence juste assorti de mécanismes de renforcement des capacités et de l'application effective des normes relatives au travail et à l'environnement.**

Toutes les nouvelles négociations devraient examiner, anticiper et comprendre leurs répercussions sur les inégalités, l'environnement, le travail décent et le revenu du travail, et les autres Objectifs de développement durable. Avant toute négociation, les responsables devraient guider les échanges en s'appuyant sur les résultats des **évaluations d'impact de la durabilité.** Il s'agit notamment de prendre des mesures pour atténuer les effets négatifs, et d'abandonner les négociations qui coûteraient des emplois, réduiraient les salaires ou auraient une forte empreinte environnementale.

Les experts et les universitaires critiquent la **modélisation économique** dominante, qu'ils jugent trop inexacte et idéologiquement orientée vers l'ouverture du commerce. Pour produire des résultats qui soient plus proches de la réalité, l'OMC devrait participer, en coopération avec la CNUCED et d'autres organisations internationales, à une initiative scientifique destinée à mettre au point une modélisation économique crédible.

L'OMC devrait veiller à ce que ses accords et ses règles promeuvent et respectent les normes du travail de l'OIT approuvées à l'international afin de soutenir une croissance inclusive. Le mécanisme d'examen des politiques commerciales devrait surveiller et tenir compte des violations des normes du travail, avec la participation des représentants des travailleurs. L'aide au commerce devrait veiller à ce qu'il y ait des ressources pour couvrir les frais d'ajustement et le développement des compétences des travailleurs affectés par la libéralisation du commerce.

L'OMC et ses membres jouent un rôle capital dans la gouvernance économique mondiale. Les règles actuelles du commerce ont créé une économie mondiale qui favorise les inégalités extrêmes, l'exploitation de la main-d'œuvre et la consommation inutile, ce qui ne fait qu'accentuer la dégradation de l'environnement et le changement climatique, la déresponsabilisation des groupes marginalisés, la persistance des inégalités et de la pauvreté, et l'insécurité alimentaire. La crise qui sévit actuellement à l'OMC devrait alerter sur la nécessité de changer d'orientation, alors que plusieurs milliards de personnes sont exclues des effets positifs du commerce, qui ne profitent qu'à une petite élite mondiale.

Il est temps de changer de cap.